

## Conférence de Franco Piperno à l'école de Bologne, le 2 avril 2020

- Franco Piperno est né en Calabre en 1943, physicien de profession, il participe à l'aventure opéraïste à partir du milieu des années 60 au sein du groupe *Classe operaia* autour de Mario Tronti. Puis il fonde avec A.Negri et O.Scalzone le groupe *Potere operaio* qui avec *Lotta continua* sera le principal groupe politique de ce qu'on a appelé à l'époque du Biennio rosso (1968-1969) « l'autonomie ouvrière » italienne. Condamné à 2 ans de prison en 1979, il se réfugie en France puis au Canada. Il est depuis retourné en Italie où il vit actuellement à Cosenza, en Calabre.

---

« *Dans le danger, ce qui ne tue pas, sauve* »

W. Benjamin

---

De nos jours, une réflexion qui ne soit pas apologétique sur les connaissances et les pratiques scientifiques ne peut manquer de se référer, en la prenant comme point de départ factuel, à la pandémie Coronavirus qui se développe au niveau planétaire.

Pour éviter les omissions et toute explication en terme de conspiration, bref, si l'on rejette les indignations faciles et les mauvaises réponses, il faut immédiatement dire que le Covid-19 n'a pas été fabriqué directement par les gnomes au service du Kapital ou uniquement par la transformation frénétique capitaliste de l'agriculture. Pour preuve, il suffira de rappeler que la mutation des microbes animaux en pathogènes humains n'est certainement pas un processus nouveau ou récent : elle apparaît déjà au néolithique, avec l'invention de l'agriculture — lorsque la déforestation commence à étendre les terres arables — et la domestication d'animaux pour en faire des bêtes de somme ou d'abattage ; les animaux, à leur tour, nous ont rendu la pareille comme nous le méritions, ils nous ont offert plus d'un cadeau empoisonné, viral plus précisément, en fonction de leurs différentes espèces. Il faut donc remercier le bétail pour la rougeole et la tuberculose, les canards pour la grippe, les porcs pour la toux, les moustiques pour le paludisme et, peut-être, les chevaux pour la vérole, et les souris pour la peste et ainsi de suite.

En d'autres termes, la situation qui, à l'époque où nous vivons, est apparue progressivement au niveau planétaire, c'est-à-dire au niveau du marché mondial, n'est pas un conflit de classe, structurel, entre les travailleurs et le capital, une contradiction spécifique du mode de production capitaliste — exigence en matière de croissance de la valorisation et de contrôle despotique sur le travail vivant, démantèlement du secteur industriel public au profit du

secteur privé, unification du marché mondial, etc. Non, c'est plutôt l'émergence d'un conflit profond entre la nature humaine et la nature non humaine, entre notre espèce et toutes les autres, qu'elles soient végétales ou animales.

À y regarder de plus près la survenue de plus en plus fréquente d'une activité microbienne — qui vit, pour ainsi dire, en latence chez les espèces animales mais qui évolue en pandémie une fois qu'elle fait le saut des espèces en s'implantant dans le corps humain —, montre clairement comment la question du changement climatique et celle de la pandémie sont deux aspects temporels de la même question. La première n'apparaît qu'à long terme, tandis que la seconde apparaît à court terme.

En fait, disons-le pour plus de clarté : la pandémie n'est pas le résultat de la nature qui serait infestée de microbes pathogènes mortels, tapis quelque part, prêts à nous infecter. La grande majorité des microbes implantés dans la nature vivent en tant qu'hôtes bienvenus et ne font aucun mal.

Les choses changent radicalement et nous précipitent vers une tragédie lorsque la déforestation, la sur-construction, l'urbanisation effrénée créent les conditions qui permettent à ces microbes d'entrer en contact avec le corps humain : certains d'entre eux se retrouvent à l'aise et s'y adaptent.

Parmi les espèces menacées en raison de l'activité anthropique, il existe de nombreuses plantes médicinales et de nombreux animaux qui, depuis des siècles, ont fourni à l'homme la base même de l'activité pharmaceutique.

Les espèces qui parviennent à survivre le font en s'adaptant dans les espaces confinés qui leur sont laissés par l'activité anthropique ; mais de cette manière la probabilité de contacts étroits et répétés augmente, avec pour résultat de faciliter le passage des microbes dans notre corps, où, d'êtres inoffensifs, ils se transforment souvent en pathogènes mortels.

À titre d'exemple, citons l'Odyssée de la chauve-souris reconstruite par Sonia Shah : la démolition de la forêt oblige la chauve-souris à déménager sur le pommier ou le poirier d'un jardin ou d'une ferme ; un être humain ingère la salive de la chauve-souris en mordant un fruit qui en est recouvert. Ou bien, en essayant de chasser et de tuer ce visiteur inopportun, ce même être humain s'expose aux microbes qui se cachent dans les tissus de l'animal.

C'est précisément de cette manière qu'une multitude de virus, dont la chauve-souris est un porteur sain, parvient à infecter des centaines d'êtres humains. C'est ce qui s'est passé pour Ebola, mais aussi pour Nipah ou Marburg. Le phénomène est connu sous le nom de « saut de barrière de l'espèce ». Même si ce saut n'arrive pas très souvent, sa fréquence est suffisante

pour permettre aux microbes logés dans les tissus de la chauve-souris de s'adapter à l'organisme humain, puis d'évoluer au point de devenir pathogènes.

L'émergence menaçante de phénomènes pandémiques au cours du siècle dernier n'est pas seulement causée par la destruction des habitats des espèces sauvages mais bien plus par leur remplacement par les dispositifs de l'agriculture industrielle. Dans ces zones, équivalentes globalement à l'ensemble du continent africain, l'espèce humaine élève des espèces, destinées à l'abattage pour assouvir sa faim de viande. Des millions de bêtes, dans des espaces minimaux, les unes sur les autres, passent leur courte vie à être engraisées de force, privées de toute sensualité, en attendant d'être abattues, sans jamais avoir vraiment vécu.

C'est une situation idéale pour permettre aux microbes de muter en pathogènes mortels.

Ainsi, des espèces qui, dans la nature, ne seraient jamais entrées en contact, s'emboîtent les unes à côté des autres : les microbes passent facilement de l'un à l'autre. C'est ce qui s'est passé au début des années 2000, avec le coronavirus responsable de l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) ; et ce phénomène ou un phénomène similaire pourrait être à l'origine du Covid-19, qui a assiégé les lieux où vivent les humains ces derniers mois.

## I- Une digression technique

Lorsqu'on décrit la reproduction étendue d'une multitude de virus, on dit qu'il s'agit d'une croissance exponentielle en fonction du temps. Cette expression a pour but de décrire quantitativement une situation où, par exemple, si la population initiale est égale à 100, un taux de croissance de 7 % après une unité de temps — que ce soit un jour, un mois ou peut-être plus — implique que la population atteigne 107. Au terme d'une autre unité de temps, l'augmentation de 7 % ne se fera pas sur la population initiale mais sur la nouvelle valeur, c'est-à-dire sur 107, etc.

Pour comprendre comment fonctionne le processus exponentiel, on peut utiliser, pour ceux qui ne sont pas familiers avec les mathématiques, une approximation raisonnable, la soi-disant « loi des soixante-dix » qui peut être énoncée comme suit : si le taux de croissance est de X pour cent, la population initiale doublera après  $70 / X$  unités de temps. Ainsi, à 10 %, le doublement aura lieu après sept unités de temps ; 6 % en environ douze unités de temps ; et continuera de doubler tous les sept ou douze ans, selon le taux de croissance.

La croissance exponentielle ne peut pas durer éternellement, sinon en doublant sans cesse

elle deviendrait infinie. Or, l'infini est un concept illusoire, à la fois pour le bon sens et pour les mathématiques. En effet, la croissance se produisant dans un environnement (un espace-temps de dimensions finies), la croissance se nourrit de l'énergie contenue dans cet environnement, lui-même fini et donc voué à s'épuiser.

En d'autres termes, dans l'environnement où la croissance a lieu, du fait de cette même croissance, se développent des phénomènes dits non linéaires dans le jargon, qui contrarient la croissance, la réduisent au point de l'éteindre.

Par exemple, dans le cas des virus, la croissance de la population d'agents pathogènes a lieu tant qu'il y a des tissus à infecter. Une fois que la contagion a touché presque tous les corps disponibles, la croissance de la multitude de virus se contracte, devient une décroissance exponentielle jusqu'à s'éteindre ou presque.

Ici, il sera bon de rappeler que le phénomène de croissance accélérée ou exponentielle n'est pas une exclusivité des virus ou des bactéries ou des microbes en général. Toutes les espèces, qu'elles soient animales ou végétales, traversent également des périodes de croissance et de déclin accéléré.

En particulier, l'humanité, l'animal humain, est dans une phase de croissance exponentielle — à dater, à peu près, du XVI<sup>e</sup> siècle — et destinée, selon les démographes, à atteindre son apogée au milieu de ce millénaire — nous étions un milliard (au doigt mouillé) à la Renaissance, nous sommes maintenant avec une bonne approximation plus de sept milliards, nous serons plus ou moins dix milliards à la fin du 25<sup>e</sup> siècle — si les microbes et les catastrophes cosmiques le permettent.

Mais peut-être que ce qui est intellectuellement le plus intrigant lorsqu'on examine les croissances exponentielles, ce ne sont pas tant celles qui se déroulent selon la majesté de « la nature non humaine ancienne et toute-puissante » mais plutôt celles qui caractérisent des phénomènes inventés de toutes pièces par des êtres humains, ceux qui peuvent être retracés sans aucun doute à la socialité de notre nature.

Il y en a beaucoup, en tout cas bien plus que ce à quoi on pourrait s'attendre, étant donné la disproportion entre l'homme et la nature. À cet égard, il convient de mentionner un dispositif économique-politique qui régule secrètement l'abîme de nos émotions, mais auquel nous sommes intoxiqués au point de supprimer, au niveau du bon sens, presque toute conscience de son existence.

Nous nous référons au dispositif de l'argent sous forme d'intérêts composés. Bref, il s'agit de ceci : si j'ai une somme de 100 euros (ou l'équivalent en dollars ou en livres ou en roubles,

etc.), il y a des lieux publics, appelés banques, où je peux aller pour me mettre d'accord sur le montant de l'augmentation de la somme initiale année après année sans que j'aie à m'en soucier en aucune façon. Ainsi, si l'intérêt composé qui m'est accordé est de 6 %, dans 100 ans il doublera un peu plus de huit fois jusqu'au moment où il deviendra presque 26 000 euros, ou dollars ou roubles. Ce sont des intérêts composés, de l'argent qui fait des miracles : non une unité de compte ou d'échange, mais de la monnaie qui produit de la monnaie, de la monnaie dans sa troisième détermination, pour reprendre les mots de Marx.

En tant qu'intérêt composé, l'argent néglige le présent et favorise une sorte de dictature du futur : plutôt que de donner à ma petite-fille 100 euros à dépenser aujourd'hui, il vaudrait mieux les lier à quelque chose qui n'existera qu'au moment où elle deviendra grand-mère.

Selon Sohn-Rethel, l'intérêt composé apparaît en Lydie immédiatement après l'invention de la monnaie et le dépassement du troc par l'échange marchand. Pendant des siècles cependant, la pratique de l'intérêt composé a été considérée comme pécheresse et qualifiée d'usure ; par exemple, en Occident, jusqu'à la fin du Moyen Âge, elle n'était légale que pour les communautés non chrétiennes.

Puis, au début de la Renaissance, à Florence, est née la « banque », c'est-à-dire le dispositif qui promeut l'ère moderne en légalisant l'usure et en assurant sa diffusion sur le continent européen.

Bref, nous pouvons conclure que l'intérêt composé est une sorte de virus virtuel qui, étant entré dans nos vies à un moment donné, fait encore plus de mal que le vrai.

## II- La pandémie et les connaissances des experts

La pandémie mondiale est, comme l'écrit Alain Supiot, un « fait social total », un phénomène qui secoue toute la société et ses institutions.

La tentative de le comprendre nécessite au préalable de ne pas le décomposer en fonction du spectre des connaissances (biologiques, géographiques, historiques, économiques, juridiques, démographiques, politiques, psychologiques, économiques, etc.) parce que ce n'est qu'avec une perception totale que nous pouvons en saisir l'essentiel.

Face à un fait social total, la connaissance scientifique ne peut se limiter à expliquer le phénomène mais doit aussi enquêter sur ceux qui l'observent ainsi que sur les résultats de l'observation. La remise en question de ses propres limites et donc de ses responsabilités n'est pas une habitude répandue chez les experts, ceux qui sont censés posséder des connaissances scientifiques. Le questionnement — qui est la véritable attitude scientifique —

devient un exercice de plus en plus difficile puisque, avec la modernité, ceux qui ont le pouvoir économique-politique ne pouvant plus fonder l'exercice de ce pouvoir sur l'autorité religieuse, prétendent administrer scientifiquement les hommes comme si c'étaient des choses. Il est ainsi arrivé que diverses expertises ou « sciences », comme la biologie ou l'économie ou le droit, au cours des deux derniers siècles, soient devenues des références normatives visant à diriger le pouvoir politique et à restructurer l'ordre juridique.

L'« état d'exception » actuel, comme l'observait Giorgio Agamben, offre une description quelque peu paradoxale de la situation actuelle : le gouvernement agit, légitimé par un « comité technico-scientifique » et restreint drastiquement ce qui est la liberté élémentaire fondamentale, la liberté de déplacer son corps ; la cour constitutionnelle, pour sa part, garde le silence sur cette violation flagrante de la constitution républicaine.

Quand la science devient le fondement de la vérité, elle permet non seulement au pouvoir politique de s'acquitter de ses responsabilités, mais finit par jouer le rôle qui appartenait auparavant à la religion, devenant scientisme ou, selon le cas, biologisme, économisme, etc. Dès le XX<sup>e</sup> siècle, la tendance, tant dans le mode de production capitaliste que dans le mode dit socialiste, s'est imposée : fonder des institutions sur la science plutôt que fonder la liberté de l'activité scientifique sur les institutions.

Le résultat est un « gouvernement des nombres » qui représente les hommes et la société comme des êtres programmables, soumis à des expériences.

Un tel gouvernement est par nature étranger et ennemi des pratiques démocratiques qui subordonnent le droit à la diversité et à l'imprévisibilité de l'expérience sociale. Comme l'écrit Supiot, chaque patient a une expérience de sa maladie que son médecin n'a pas.

Le plus humble de ceux qui travaillent en contact direct avec les gens, pour circonscrire et alléger leurs souffrances, a une expérience de la pandémie en cours qui manque certainement à ceux qui ne travaillent que sur les chiffres et sur le virtuel.

Voilà donc que le virus, producteur inopiné d'un fait social total, fait son (bon) travail en remettant en cause la légitimité des inégalités qui structurent la division du travail, la sécurité sociale ou les services publics. Car, avec le recul, un hôpital n'est pas une entreprise.

Ainsi, pour un moment au moins, la crise déchire l'illusion économiste selon laquelle le travail humain n'est rien d'autre qu'une marchandise (quoique particulière) puisque sa valeur est déterminée par le marché.

Mais il y a plus : la pandémie met en évidence une organisation de la santé structurée non par des lieux, avec des services administratifs qui tiennent compte les spécificités territoriales, mais au travers d'un réseau d'hôpitaux, publics et privés, situés majoritairement dans les métropoles et gérés comme une chaîne d'entreprises. Au sein de ces entreprises, presque toujours en rupture, le travail des médecins est réparti selon les différentes spécialisations médicales.

Le patient entre en contact avec les services de santé généralement par l'intermédiaire du soi-disant « médecin généraliste » qui a pour tâche d'identifier les pathologies du patient et de le diriger vers des spécialistes travaillant pour la plupart dans les hôpitaux.

Le résultat d'un tel système de santé est que personne ne se soucie des malades — qui, jusqu'à preuve du contraire, est un être unitaire, composé d'esprit et de corps — et tout le monde guérit les maladies... sans bien souvent réussir à en venir à bout.

Le médecin généraliste est à vrai dire un bureaucrate. Un bureaucrate plus ou moins courtois. Après avoir interrogé distraitemment le patient, sans jamais cesser de parler au téléphone avec ses autres patients ou divers amis, il dresse un bref historique médical, où en gros, sont indiqués les noms des spécialistes qui devront prendre en charge le patient, dans une semaine quand tout va bien ou un mois et peut-être plus.

Si le médecin généraliste est un bureaucrate, les spécialistes ne le sont absolument pas : ils appartiennent en fait à cette catégorie de travailleurs, créée par le mode de production capitaliste, qui « sait tout sur rien ». Comme les ouvriers d'usine fordistes, ce sont des « idiots qualifiés ». Par exemple, ils savent comment fonctionne la rotule dans les moindres détails, mais ils ignorent presque tout des articulations du gros orteil. *Fach-Idiot*, c'est comme ça que les étudiants allemands les ont appelés dans les assemblées de 1968.

Enfin, dernier point et non des moindres : grâce à la pandémie en cours se dévoilent le gaspillage et l'inefficacité dans lesquels se trouve l'industrie et en particulier la recherche pharmaceutique.

Dans le monde, il y a des millions d'êtres humains, d'abord des enfants, qui meurent de faim, mais aussi de maladies, d'épidémies, de pandémies pour lesquelles les antidotes, remèdes, vaccins existent. Quand ils ne guérissent pas, du moins endiguent-ils l'infection et réduisent-ils les traitements.

Des centaines de millions d'humains continuent de mourir de la variole, de la rougeole, de la grippe, de la polio, de la tuberculose et ainsi de suite parce que l'industrie pharmaceutique fait des profits beaucoup plus importants en recherchant et en fabriquant des médicaments

ou des méthodes de traitement pour les riches — tels que des greffes d'organes, des médicaments contre les démences séniles ou des crèmes à colorer et pour finir blanchir le visage, etc. — qu'en produisant des médicaments pour les maladies banales, celles qui affligent l'immense public des pauvres.

En effet, à côté des petits laboratoires de recherche des universités pourtant largement démantelés, seule la grande industrie pharmaceutique est en mesure de gérer un plan de recherche systématique sur les vaccins — un plan rendu d'autant plus urgent par la prévision, partagée par la grande majorité des chercheurs qu'il est inévitable que de nouveaux microbes pathogènes apparaissent au fur et à mesure que la population humaine continue d'augmenter ; sans compter sur le retour de virus déjà apparus mais réduits à un état de latence, dans l'attente d'une résurgence.

Ce pouvoir excessif de l'industrie pharmaceutique est alors garanti par les règles régissant le régime des brevets. Le brevet est un dispositif réglementé pour la première fois par le Sénat de la Venise de la Renaissance pour assurer la diffusion des découvertes, par exemple celles relatives au traitement du verre, traditionnellement gardées secrètes. En brevetant son invention, l'artisan en est légalement propriétaire, c'est-à-dire qu'il a le droit de le vendre, et ce droit garantit sa diffusion.

De nos jours, dans l'industrie pharmaceutique, on assiste à un renversement paradoxal de la fonction originelle du brevet, un renversement qui culmine dans le tragi-comique : le brevet est acheté et, pour ainsi dire, classé, mis en souffrance, pour empêcher que la découverte ne conduise à la production d'un nouveau médicament, peut-être plus efficace, et comme tel capable de concurrencer avec succès des produits que l'entreprise qui achète le brevet a déjà mis sur le marché.

### III- Le coronavirus et l'individu social : que faire ?

Nul doute que ces premiers mois de 2020 marquent une rupture tragique entre « avant et après ». « Rien ne sera plus pareil qu'avant » entend-on en boucle, non sans un malaise abyssal. Comme si le virus, avec sa propagation exponentielle sur toute la planète, avait déchiré à jamais le voile qui, du moins depuis la modernité, a recouvert le « réel », le dissimulant.

Aux yeux de centaines de millions de femmes et d'hommes, le progrès, la civilisation, apparaissent comme des manifestations idéologiques d'une fausse conscience qui a conduit nos sociétés au bord, précisément, de la mort collective.

Il convient de rappeler que cette tragédie historique n'est pas le résultat inattendu de l'affrontement entre travailleurs et patrons, ni une conséquence exclusive de l'industrialisation, qu'elle soit capitaliste ou socialiste.

Ici une contradiction originale, totale, peut-être irrémédiable est à l'œuvre : celle entre l'homme et la nature.

Des siècles de progrès ont permis une colonisation des consciences, une mentalité possédée par le vide consumériste où la mesure du bien-être humain se conçoit en termes de croissance exponentielle de la production. Pendant ce temps, les lieux, la diversité des lieux, habités d'animaux et de végétaux, sont devenus des bureaux commerciaux, des points de vente homogénéisés et engloutis par le marché mondial ; et, d'autre part, le développement des connaissances est désormais subordonné au besoin de l'industrie de créer de nouveaux produits pour éviter la saturation des marchés.

Dans le monde contemporain, notamment dans les pays les plus riches, l'être humain, perdant contact avec son animalité, semble avoir échappé à ses limites et passe sa vie à se priver de son propre corps, dans une réalité virtuelle.

Or, l'histoire montre clairement que l'homme doit adhérer à l'animalité, au corps.

Ce besoin d'adhésion explique même la capacité de séduction exercée à l'origine par la science moderne. Et encore aujourd'hui, en Asie et en Afrique, elle constitue une grande partie du pouvoir intellectuellement attractif des religions traditionnelles.

Au contraire, c'est précisément l'abandon de ce contact qui est la cause principale de cette « angoisse inutile » dans laquelle les citoyens des sociétés dites avancées semblent mener leur vie.

En effet, lorsque le rapport à la réalité est perdu, les seuls critères de valeur capables de donner une continuité à l'activité intellectuelle sont le « changement » et le « nouveau ». Mais s'il est évident que ce sont des éléments indispensables, il est également évident que s'ils deviennent uniques, comme cela arrive de nos jours, ils sont catastrophiques pour la vie sociale : parce qu'alors ils finissent aveuglément par valoriser puis dévaloriser tout.

Alors, disons en passant, ces intellectuels passionnés par le sort de l'Afrique devraient se charger non seulement « d'exporter » nos nombreuses vérités, mais aussi d'« importer » certaines de celles qui sont cultivées sur ce continent ; dont l'un pourrait être le sens de la réalité, la relation avec l'animalité des humains.

Par rapport à la modernité, l'ère dans laquelle nous venons d'entrer, grâce au Coronavirus, nécessite un sujet collectif construit à l'échelle non pas de la nation ou de la classe sociale, mais sur la dimension de l'espèce.

Il faut reconnaître que le mouvement écologiste a — dans une certaine mesure, et même sans pouvoir éviter la naïveté du catastrophisme — posé la question de l'animalité, de la réalité, des lieux : le rapport entre toutes les formes de vie qui habitent la planète Terre.

À y regarder de plus près, un tel sujet existe depuis un certain temps. Par exemple, Marx l'appelle un « individu social » et le caractérise comme « le porteur d'une énorme conscience, une conscience digne de l'espèce ».

Ce sujet n'agit pas dans la perspective de la prise du pouvoir politique mais dans une perspective plus tempérée, où les moyens et les fins se convertissent les uns dans les autres : à la fois le changement d'habitudes de vie et la réconciliation avec la nature non humaine. On pourrait dire que la stratégie spontanée de l'individu social est de reconnaître ses propres limites comme précisément les limites de l'espèce, tandis que le principe d'individuation qui le caractérise le conduit à agir, dans une société comme la nôtre centrée sur le virtuel, par des gestes symboliques.

Il faut s'attendre à ce que les premiers de ces gestes soient ceux qui s'adressent aux animaux et en particulier les mammifères, en raison de la proximité des espèces.

Peut-être qu'après un recensement local des fermes industrielles, nous nous retrouverons, par milliers, à démolir les clôtures de ces usines honteuses, pour libérer les vaches et les bœufs entassés les uns sur les autres. Car, après tout, ce sont nos parents même si le lien familial est lointain. En bref, nous sommes un peu comme des cousins et des cousines.